

Février 2022

LA DÉCARBONISATION SUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS

Perspectives et points de vue sur le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes, et l'Amérique du sud



INTRODUCTION

Lors de la COP26 à Glasgow en novembre 2021, Janus Henderson a réuni un panel d'experts de l'industrie sur le thème de la décarbonisation sur les marchés émergents. Le panel comprenait des experts universitaires, des ONG, des décideurs politiques nationaux et des cadres de l'industrie.

Les principaux points à retenir sont les suivants :

- Les marchés émergents sont confrontés à des enjeux de décarbonisation complètement différents de ceux des pays développés. Bon nombre d'entre eux sont encore aux prises avec la COVID et il leur est donc difficile de penser à la transition vers un avenir net zéro. L'un des enjeux fondamentaux est la nécessité de mettre en place des mécanismes de financement bien plus efficaces pour permettre aux marchés émergents de passer à un niveau net zéro, et notamment la "bancabilité" des projets d'énergie renouvelable.
- De meilleurs mécanismes de financement pourraient être disponibles si l'émission d'un plus grand nombre d'obligations liées au climat permettait aux marchés émergents d'utiliser le marché des capitaux et de contribuer à combler le déficit de financement.
- Des mesures devront être mises en place pour agir en tant que mécanisme de soutien et d'habilitation, en particulier pour les marchés émergents. Les gouvernements ont un rôle évident à jouer dans la transition énergétique et il leur sera vraisemblablement nécessaire de mettre en place le cadre et la stratégie nécessaires.
- Le secteur de l'énergie constitue une partie du problème que représente changement climatique, en raison de la dépendance de nombreux marchés émergents à l'égard des combustibles fossiles, mais il pourrait également faire partie de la solution. Le secteur pourrait ainsi contribuer à la lutte contre le changement climatique par l'intermédiaire, notamment, des technologies éoliennes et solaires, et être une source d'opportunités sociales et économiques au vu du potentiel de création d'emplois lié à ces projets.

A l'issue de cet événement, Janus Henderson s'est engagé à mener des recherches approfondies sur les mesures prises pour atteindre la décarbonisation sur les marchés émergents. Nous avons décidé, d'après les observations finales émises par le panel, qui se sont concentrées sur l'étude des différentes initiatives réussies mises en place, des cadres politiques et des besoins de financement, de créer un indice qui pourrait suivre ces trois aspects par l'intermédiaire de sources objectives, indépendantes et publiques.

PART DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LE MIX ÉNERGÉTIQUE



Sources : IRENA

Note :

- >30 % : 2 points
- 15-30 % : 1 point
- <15 % : 0 points

DATE CIBLE NET ZÉRO



Sources : Engagements COP /CDN

Note :

- Avant 2040: 2 points
- 2040-2050: 1 point
- Au-delà de 2050: 0 points

FINANCEMENT ÉNERGIE PROPRE



Source : Emissions d'obligations
climat dans la région (cumulées à fin 2021)

Note :

- > \$50 Mds : 2 points
- \$1-50 Mds : 1 point
- <\$1 Mds : 0 point

Note totale :

- Chaque catégorie est pondérée à 1/3 pour obtenir la note composite du pays.
- La note composite de chaque pays est pondérée dans l'indice régional en fonction du poids en % de chaque pays dans le PIB réel régional par habitant en dollars PPA, à la fin 2020 (Source : FMI).
- Montant régional x100

Méthodologie

L'indice Janus Henderson Decarbonisation EM. L'indice a donc été créé et construit comme un indice équipondéré de notes attribuées à trois tendances qui peuvent être surveillées efficacement au fil du temps. Chaque tendance est contrôlée conformément à un indicateur de substitution qui pourra permettre de suivre l'ampleur, ainsi que la vitesse, des progrès actuels ou futurs réalisés en matière de décarbonisation.

- ▶ La première catégorie, **la part des énergies renouvelables dans la consommation finale totale d'énergie**, vise à établir un niveau de référence pour les ressources d'énergie renouvelable existantes.
- ▶ La deuxième, **les dates cibles de neutralité carbone** établies dans le cadre des contributions déterminées au niveau national (CDN) mandatées par l'Accord de Paris, est une approximation du cadre politique soutenant les avancées vers la décarbonisation.
- ▶ La troisième, **l'émission d'obligations climat à ce jour**, vise à déterminer dans quelle mesure un pays ou une région a été à même de faire appel aux marchés de capitaux pour combler le déficit de financement.

Nous explorerons les résultats pour l'ensemble de la région couverte par ce rapport dans les sections suivantes, et rendrons compte des performances des autres régions tout au long de l'année 2022. Chaque rapport soulignera également les initiatives politiques les plus significatives prises dans chaque marché émergent, et abordera les actions individuelles de décarbonisation des sociétés se distinguant par leur caractère innovant aux yeux de l'équipe d'investissement de Janus Henderson. Enfin, nous lancerons un appel à l'action pour chaque région, afin de susciter une réflexion plus approfondie sur la meilleure façon d'accélérer la transition vers le net zéro.

L'indice Janus Henderson
Decarbonisation EM.

L'indice a donc été créé et
construit comme un indice
équipondéré de notes
attribuées à trois tendances
qui peuvent être surveillées
efficacement au fil du temps.

SYNTHÈSE RÉGIONALE

Mexique, Amérique centrale et Caraïbes, et Amérique du sud

L'indice Janus Henderson Emerging de la région se situe à 19,04 à la fin de 2021. Le niveau actuel de l'indice s'explique par :

- La part importante des énergies renouvelables en pourcentage de la consommation totale d'énergie finale dans plusieurs grands pays à forte densité de population, principalement liée à l'énergie hydraulique
- Une large adhésion à l'objectif zéro émission nette d'ici 2050, avec quelques exceptions notables
- Une utilisation limitée, à ce jour, des instruments financiers liés au climat pour financer les projets de décarbonisation, mais avec quelques grands émetteurs nationaux comme le Chili qui se distinguent.

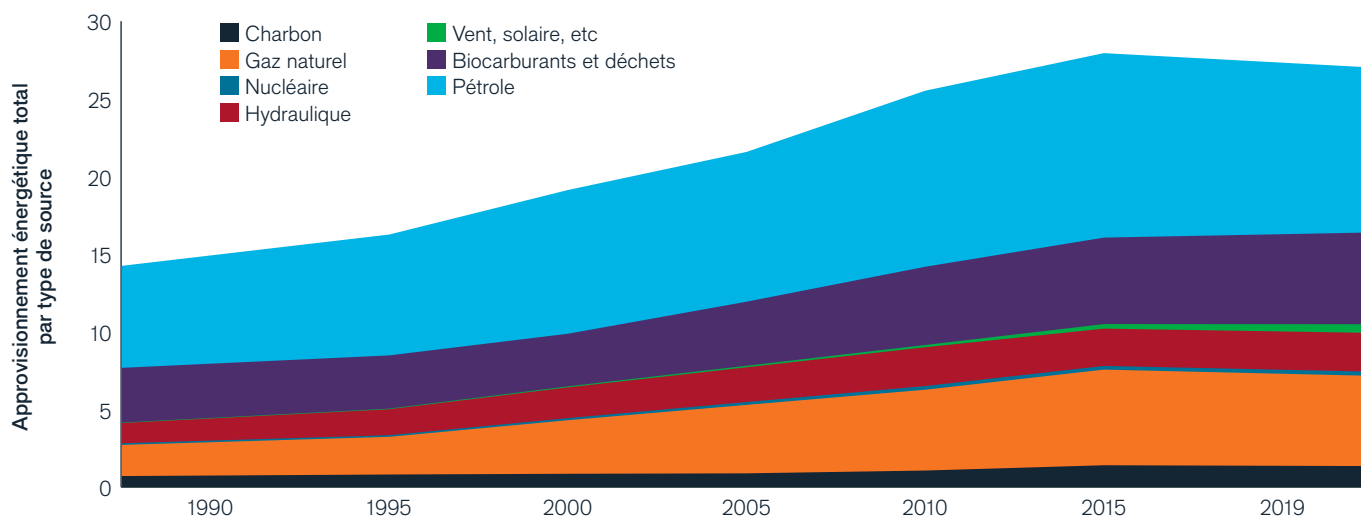
19,04

L'indice Janus Henderson Emerging de la région se situe à 19,04 à la fin de 2021.

Dans plusieurs pays de la région, les ressources naturelles ont déjà été fortement exploitées pour produire de l'énergie renouvelable. Des projets solaires et éoliens sont établis à grande échelle dans des pays comme le Brésil, le Chili et l'Uruguay. Les efforts de longue date pour produire de l'électricité par le biais de centrales hydroélectriques – souvent dans le cadre d'une stratégie industrielle nationale ciblée, comme au Paraguay – contribuent également à la production d'électricité à partir de combustibles non fossiles dans la région. Enfin, la biomasse est une source d'énergie renouvelable sur laquelle plusieurs pays, grands et petits, ont alloué des ressources importantes, notamment en Amérique centrale et au Brésil.

La région continue d'investir dans la capacité de production d'énergie renouvelable, en s'appuyant sur les anciens projets et en développant de nouvelles capacités. Selon les dernières prévisions de l'Agence internationale de l'énergie, la production totale de gigawatts d'énergie renouvelable dans la région augmentera de 34 % au cours des cinq prochaines années, passant de 278 à la fin de 2020 à 374 à la fin de 2026.

Source : rapport Energies renouvelables 2021 de l'AIE.



Source : AIE

Moteurs économiques de la production d'énergie renouvelable

Alors que plusieurs pays de la région ont concentré leurs récents efforts à la décarbonisation dans le cadre de l'Accord de Paris, il est important de noter que, pour de nombreux pays, cette orientation vers la production d'énergie renouvelable n'est pas nouvelle.

Les crises énergétiques des années 1970, par exemple, ont été le catalyseur d'une importante production d'éthanol au Brésil. Les taux de croissance économique rapides des dernières décennies, et leur corrélation avec une demande accrue de combustibles fossiles et donc une augmentation des coûts d'importation, ont également poussé des pays importateurs nets de pétrole, comme l'Uruguay et le Guatemala, à diversifier leurs sources d'énergie. Des pays tels que le Brésil et le Paraguay se sont également engagés depuis bien longtemps à produire de l'électricité par l'intermédiaire de l'hydroélectricité.

L'énergie hydroélectrique représente aujourd'hui, à elle seule, 45 % de la production d'électricité en Amérique latine et ce pourcentage pourrait encore augmenter selon un récent rapport de l'AIE (Impacts climatiques sur l'hydroélectricité en Amérique latine, janvier 2021). Paradoxalement, l'impact du changement climatique pourrait avoir une incidence négative sur la production d'énergie hydroélectrique, compte tenu des incertitudes liées à l'évolution de la pluviosité et à la fonte des glaciers attribuée au changement climatique. Ceci a, en partie, contribué à orienter les futurs investissements dans les énergies renouvelables vers d'autres sources telles que l'éolien et le solaire.

Une particularité sous-estimée dans les efforts de décarbonisation de la région est le rôle prépondérant que plusieurs pays plus petits – et souvent plus pauvres – jouent en produisant une quantité importante de leur énergie à partir de sources renouvelables. Cela a parfois été le résultat d'une aide multilatérale importante, ou encore le résultat de plans stratégiques à long terme destinés à améliorer la résilience économique. Cependant, cela témoigne aussi malheureusement de la faible capacité de production d'énergie dont disposent globalement plusieurs petits pays – et le pourcentage élevé d'énergies renouvelables dans le mix ne devrait pas, dans le cas de pays comme Haïti, les détourner des efforts supplémentaires déployés pour fournir des ressources énergétiques fiables à une plus grande partie de la population.

5 PREMIERS PAYS OÙ LES ÉNERGIES RENOUVELABLES SONT LES PLUS ÉLEVÉES EN POURCENTAGE DE LA CONSOMMATION FINALE TOTALE D'ÉNERGIE

Pays	CFTE en %
Haïti	76,2
Guatemala	64,1
Uruguay	60,7
Paraguay	59,2
Honduras	50,1

Source: Association internationale pour les énergies renouvelables, T3 2021

34 %

La production totale de gigawatts d'énergie renouvelable dans la région augmentera de 34 % au cours des cinq prochaines années.

Perspectives de Janus Henderson

« Nous sommes convaincus que les obligations souveraines ont un rôle important à jouer en termes de financement des initiatives de décarbonisation; les pays peuvent emprunter à des niveaux plus bas et permettre d'établir un taux de référence pour les autres entités. Il est également important de faire la différence entre la volonté et la capacité de décarboniser l'économie. Les pays en développement ont besoin d'un soutien, qui peut bien sûr provenir de subventions multilatérales, mais aussi prendre la forme de transferts de technologie ou d'autres moyens non financiers. Dans certains cas, il peut s'avérer nécessaire d'introduire en premier lieu des produits d'appel pour aider à lancer des initiatives clés réellement innovantes. À ce stade, nous pensons que les titres à revenu fixe peuvent avoir un rôle limité à jouer dans le financement de l'innovation mais, lorsque les technologies et les efforts locaux sont plus avancés, les titres à revenu fixe pourront sans aucun doute permettre de combler le déficit de financement. »

Jennifer James
Gérant de portefeuille

Contexte politique depuis l'accord de Paris et impact sur la réduction du déficit de financement

Les objectifs de l'Accord de Paris ont été intégrés dans les objectifs politiques nationaux de plusieurs pays de la région, avec quelques exceptions significatives ainsi que plusieurs mises en route et interruptions, en particulier depuis le début de la pandémie de Covid 19.

L'adhésion, au moins en principe, à l'objectif zéro émission nette d'ici 2050 est uniforme sur la plupart des grands pays de la région, à l'exception notable du Mexique et du Venezuela. Et, autre exemple du rôle parfois inattendu de leader que peuvent jouer les plus petits pays, le Suriname revendique déjà depuis plusieurs années avoir atteint l'objectif zéro émission nette – lié, il faut bien le dire, au fait que la dense couverture forestière du pays agit comme un puits de carbone, plutôt que grâce à une importante capacité d'énergie renouvelable.

Cependant, comme nous le verrons dans la prochaine section, les vastes engagements net zéro ne se sont pas traduits, jusqu'à présent, par une utilisation significative des instruments de financement du marché des capitaux liés au climat. Bien qu'il existe certains facteurs restrictifs en termes de profondeur globale des marchés de capitaux locaux, le cadre net zéro peut être actuellement considéré comme un signal nécessaire de l'intention politique, mais pas encore une condition suffisante pour le financement à grande échelle des initiatives de décarbonisation par les marchés financiers.

45 %

L'énergie hydroélectrique représente aujourd'hui, à elle seule, 45 % de la production d'électricité en Amérique latine.

Comblant le déficit de financement

La présence d'un contexte politique favorable est cruciale afin de permettre aux investisseurs d'avoir suffisamment confiance pour soutenir les projets financés par le secteur privé. Nous avons analysé les émissions cumulées d'obligations climat à travers la région, en fonction du montant nominal total des émissions obligataires ainsi que pondérées par la taille de la population du pays émetteur. Les 5 premiers pays dans chaque cas respectif sont les suivants :

5 PREMIERS PAYS, EMISSIONS D'OBLIGATIONS CLIMAT, NON-PONDÉRÉES

Pays	Emission d'obligations climat (m)	Net Zéro d'ici 2050
Chili	9,000	Oui
Brésil	8,700	Oui
Mexique	3,800	Non
Pérou	1.100	Non
Argentine	735	Oui

5 PREMIERS PAYS, EMISSIONS D'OBLIGATIONS CLIMAT, PONDÉRÉES EN FONCTION DE LA POPULATION RÉGIONALE TOTALE

Pays	Obligations climat pondérées (m)
Brésil	2 792,2
Mexique	739,8
Chili	259,8
Pérou	57,4
Colombie	52,6

Source: Initiative pour les obligations climat, T4 2021

Les émissions totales réalisées jusqu'à présent, qui se montent à 45 milliards de dollars en valeur absolue et provenant de 12 pays, restent faibles pour la région par rapport à la taille globale du marché mondial des obligations climat, qui s'élève désormais à plus de 1 000 milliards de dollars. Le nombre limité d'émissions s'explique par trois principaux facteurs

- Le manque d'émissions de premier plan de la part des emprunteurs souverains de la région, entravant l'adoption généralisée des obligations climat par les émetteurs privés. À ce jour, seul le Chili a émis des obligations vertes souveraines (même s'il convient de noter que des pays comme le Mexique et l'Équateur ont émis des obligations durables souveraines et connexes).
- La "bancabilité" des projets – bien que plusieurs projets à grande échelle soient désormais en cours dans des pays comme le Chili et la Colombie, et que d'autres soient mis en place comme mentionné précédemment, le pool de projets investissables reste limité pour le moment par rapport à d'autres régions du monde, en particulier l'Asie.
- L'investissement direct étranger a été un facteur d'atténuation partiel – plusieurs projets d'énergie renouvelable à grande échelle, tels que les grandes fermes solaires dans le désert d'Atacama au Chili, ont été en grande partie financés par des commanditaires du secteur privé des marchés développés disposant de bilans solides et de meilleures notations de crédit que les acteurs du marché national.

ETUDE DE CAS PAR PAYS

- ▶ Chili
- ▶ Brésil
- ▶ Mexique

Chili

Le Chili se démarque dans la région à la fois par la maximisation de sa dotation en ressources naturelles (par l'intermédiaire des ressources solaires et éoliennes), par un cadre politique clair et ambitieux et par un recours important au financement des marchés des capitaux afin d'accélérer la transition vers la production d'énergie renouvelable.

« Une partie du plan de décarbonisation du Chili repose sur l'opportunité unique dont bénéficie le pays, en tant que pays riche en énergies renouvelables, disposant de l'une des meilleures installations solaires au nord du Chili et bénéficiant de vents forts dans le sud du pays, ce qui nous permet de disposer d'un potentiel de production d'électricité renouvelable de plus de 2 000 gigawatts, car nous avons cartographié les sites où il est compétitif de développer des énergies renouvelables. Pour mieux comprendre l'ampleur de notre potentiel renouvelable, cela équivaut à plus de 80 fois la capacité de démarrage actuelle du Chili ».

Sous-secrétaire à l'énergie Francisco Javier Lopez lors de l'événement de Janus Henderson à Glasgow, novembre 2021

Catégorie	Résultat	Classement
Classement CFTE dans la région, pondéré en fonction de la population	N/A	9ème sur 40
Objectif net zéro	Engagé à atteindre le zéro émission nette d'ici 2050	N/A
Emission cumulée d'obligations climat et classement dans la région, pondéré en fonction de la population	\$9 Mds	3ème sur 12 pays ayant émis des obligations climat

Sources : Agence internationale pour les énergies renouvelables, déclaration CDN, Initiative pour les obligations climat

Brésil

En tant que pays le plus peuplé de la région, le Brésil a pu utiliser sa superficie et ses investissements historiques dans l'énergie hydroélectrique et les biocarburants pour tenter d'atténuer sa consommation de combustibles fossiles. La croissance économique rapide du début du XXI^{ème} siècle a toutefois entraîné une augmentation de la production et de la consommation de combustibles fossiles, avec des lacunes encore importantes en matière d'efficacité énergétique au niveau national. L'environnement politique n'a pas été stable, tant sur le plan macroéconomique que sur le plan des priorités gouvernementales. Mais, malgré cela, l'ampleur du marché brésilien a permis à d'importants financements sur les marchés des capitaux de contribuer au financement de la transition énergétique. Cet élément jouera un rôle déterminant pour que le Brésil puisse poursuivre son chemin vers le net zéro en diversifiant les sources d'énergie renouvelable – en raison de l'impact des changements climatiques sur la production d'hydroélectricité – et en améliorant l'efficacité énergétique.

« Le Brésil possède l'une des plus importantes parts d'énergie renouvelable au monde, mais cette situation est menacée par les changements climatiques et l'augmentation de la demande qui exercent une pression sur le système électrique. »

Rapport de l'AIE « Profil Pays E4 : Efficacité énergétique au Brésil »
Février 2021

Données	Résultat pondéré	Classement
Classement CFTE dans la région, pondéré en fonction de la population	N/A	1er sur 40
Objectif net zéro	Engagé à atteindre le zéro émission nette d'ici 2050	N/A
Emission cumulée d'obligations climat et classement dans la région, pondéré en fonction de la population	\$8,7 milliards	1er sur 12 pays ayant émis des obligations climat

Sources : Agence internationale pour les énergies renouvelables, déclaration CDN, Initiative pour les obligations climat

Mexique

Le Mexique a mis en place d'importantes mesures au cours des dernières années qui ont largement contribué à ses efforts de décarbonisation. Bien qu'il n'ait adhéré à l'Agence internationale de l'énergie qu'en 2018 – premier pays d'Amérique latine à le faire – il avait auparavant lancé plusieurs initiatives politiques ayant un impact à long terme. Dans le secteur des transports, par exemple, le Mexique a introduit en 2013 des normes d'efficacité énergétique pour les voitures particulières et l'efficacité énergétique de la flotte de voitures particulières du pays est désormais égale à la moyenne mondiale.

Toutefois, plus récemment, les tentatives du gouvernement actuel pour faire passer des lois importantes sur la réforme de l'énergie – impliquant une réforme constitutionnelle – ont dominé les discussions politiques et pourraient avoir entraîné une baisse du potentiel d'initiatives plus importantes. Les efforts de réforme devraient se résoudre en 2022, et cette résolution sera cruciale dans l'évaluation de l'ampleur des futurs efforts de décarbonisation.

Données	Résultat pondéré	Classement
Classement CFTE dans la région, pondéré en fonction de la population	N/A	3ème sur 40
Objectif net zéro	N/A	N/A
Emission cumulée d'obligations climat et classement dans la région, pondéré en fonction de la population	\$3,8 Mds	2ème sur 12 pays ayant émis des obligations climat

Sources : Agence internationale pour les énergies renouvelables, déclaration CDN, Initiative pour les obligations climat

L'équipe d'investissement Marchés Émergents de Janus Henderson concentre son approche sur trois moteurs sous-jacents et déterminants de la performance des sociétés.

THÈMES D'INVESTISSEMENT POUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS

Externalisation

Les chaînes d'approvisionnement physiques et numériques se sont mondialisées et fragmentées, et ce sont bien souvent les entreprises des marchés émergents qui ont développé les compétences clés au cœur de ces réseaux d'approvisionnement.

Convergence

Une évolution à long terme des revenus peut conduire à une convergence avec les économies plus développées en matière de choix et d'exigences des consommateurs. Pour les sociétés des marchés émergents tournées vers l'avenir, cela constitue un moteur clé de croissance et de rentabilité.

Innovation

Nous pensons que les conditions sont réunies pour une explosion de l'innovation au sein des marchés émergents, stimulée par des économies numérisées, des populations nationales importantes et une nouvelle ère de soutien politique. Les sociétés des marchés émergents jouent un rôle de premier plan dans le façonnement de cette nouvelle vague.

Nous avons, dans le cadre des initiatives de décarbonisation de l'Amérique latine, trouvé plusieurs sociétés dont les stratégies commerciales regroupent un ou plusieurs des facteurs ci-dessus, les plaçant ainsi au premier plan des efforts de décarbonisation de la région et renforçant leurs mérites en matière d'investissement.

Antofagasta – Chili

Antofagasta est l'un des principaux producteurs de cuivre chilien, dont les fondamentaux d'investissement sont soutenus par son exposition à la reprise des prix du cuivre ainsi que par plusieurs options de croissance intégrées dans son portefeuille.

Janus Henderson reconnaît également le rôle de premier plan joué par l'entreprise dans la décarbonisation de ses activités, dans le cadre d'une stratégie ESG globale pour l'ensemble du groupe. Antofagasta prévoit, par exemple, de s'approvisionner à 100% en énergie renouvelable pour ses activités en 2022. Il s'agit d'une avancée remarquable en soi, mais qui souligne également l'approche innovante adoptée par Antofagasta compte tenu des changements en cours dans le mix énergétique renouvelable chilien. Selon l'AIE, la production d'hydroélectricité a diminué de 32 % par rapport à l'année précédente en septembre 2021, en raison de l'impact d'une grave sécheresse qui a fait chuter les niveaux d'eau et donc ceux des barrages à des niveaux historiquement bas. Toutefois, comme nous l'avons souligné plus haut dans ce rapport, la production solaire et éolienne a pris de l'importance au Chili, et sa production a augmenté au cours de la même période de 46,0 % et 24,5 % respectivement – soulignant l'importance croissante de ces deux sources d'énergie pour des sociétés telles qu'Antofagasta, ainsi que sa capacité à s'adapter à l'évolution des dynamiques des fournisseurs.¹

Aeris – Brésil

Aeris est un fabricant brésilien de pales d'éoliennes, stratégiquement situé dans le nord-est du pays. La société, qui n'a été fondée qu'en 2010, s'est déjà forgée une solide réputation d'excellence en matière de fabrication dans le monde entier et fournit des fabricants mondiaux d'éoliennes tels que Vestas, Acciona et General Electric.

Le processus de fabrication reconnu d'Aeris bénéficie d'un accès à d'importantes installations portuaires locales à partir desquelles elle peut plus facilement exporter ses produits dans le monde entier. Elle a livré plus de 3 000 MW d'équipements énergétiques depuis sa création (à la fin de 2020) et contribue non seulement à diversifier les emplois de l'économie régionale en faveur des technologies d'énergie renouvelable, mais elle réinvestit également des capitaux et des ressources importantes dans des mesures de sécurité et sociales qui profitent à la communauté locale et à sa main-d'œuvre.

Cette entreprise familiale a fait preuve d'une vision à long terme dans le développement de sa capacité opérationnelle. Une telle planification industrielle à long terme sera nécessaire à l'heure où le Brésil continue de se libérer de sa dépendance aux biocarburants, aux combustibles fossiles et à une énergie hydroélectrique moins prévisible, qui représentent plus de 80 % de son mix énergétique.²

Aeris est également un modèle dans un secteur stratégique soutenu par l'AIE dans le cadre de son plan de redressement durable post-Covid pour 2021-2023. L'AIE et le FMI estiment, en se basant sur un mix énergétique public-privé de 30%-70%, que des investissements de 1 000 milliards de dollars par an dans ces secteurs "stimuleraient la croissance économique de 1,1 point de pourcentage par an en moyenne, sauveraient ou créeraient 9 millions d'emplois par an et feraient de 2019 le pic définitif des émissions mondiales, s'assurant que le monde reste sur la bonne voie pour atteindre les objectifs climatiques à long terme, y compris l'Accord de Paris".³

Que ces plans optimistes se réalisent ou non, Janus Henderson estime que Aeris a su se positionner de manière optimale afin de bénéficier d'une croissance durable sur le long terme, compte tenu de son excellence industrielle avérée et des investissements supplémentaires dans la production d'énergie renouvelable.

46 %

Toutefois la production solaire et éolienne a pris de l'importance au Chili, et sa production a augmenté au cours de la même période de 46,0 % et 24,5 % respectivement.

1 000 MDS DE DOLLARS

Des investissements de 1 000 milliards de dollars par an dans ces secteurs stimuleraient la croissance économique de 1,1 point de pourcentage par an en moyenne.

¹ Source: Statistiques mensuelles de l'AIE, janvier 2022

² Source: AIE

³ Source: Rapport annuel 2020 du programme de transition vers les énergies propres de l'AIE.

APPEL À L'ACTION POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES, ET L'AMÉRIQUE LATINE



Le présent rapport a résumé la situation régionale en matière de tendances de décarbonisation, et a également présenté quelques éléments d'études de cas au niveau national et au niveau des entreprises. Les résultats sont mitigés : si certaines politiques de longue date ont permis à la région de disposer d'importantes ressources renouvelables, les ambitions politiques limitées et le faible financement du secteur privé ont, jusqu'à présent, freiné les progrès en matière de décarbonisation.

Pour que des progrès supplémentaires soient réalisés en matière de décarbonisation, Janus Henderson recommande à tous les acteurs de la région, tant dans le secteur public que privé, d'envisager les mesures supplémentaires suivantes dans les trois principales dimensions de notre analyse – production d'énergie renouvelable, cadres politiques et émission sur les marchés financiers.



Tirer parti de la baisse des coûts de production des

énergies renouvelables pour accélérer la décarbonisation :

si les efforts régionaux ne sont pas négligeables, ils ont souvent reposé sur l'hydroélectricité, qui nécessite des capitaux importants. La baisse des coûts de production d'énergie éolienne et solaire devrait être davantage exploitée à l'avenir par l'ensemble de la région, lorsque les conditions climatiques le permettent.



Améliorer la coordination des cadres politiques régionaux :

la mise en place de règles et de réglementations plus cohérentes dans plusieurs pays, sur des questions allant des normes techniques à la réglementation des activités à forte intensité de carbone, pourrait servir de catalyseur à une décarbonisation plus rapide. Cela renforcerait la portée des engagements en faveur de l'objectif "zéro émission nette d'ici à 2050" à un niveau pan-régional. Nous estimons que de tels cadres cohérents seraient plus susceptibles d'encourager la formation de capital au niveau national et d'attirer des investissements étrangers soutenant la décarbonisation à travers l'ensemble de la région.



Accélérer l'utilisation des outils du marché des capitaux

tels que les obligations vertes, en puisant dans le pool croissant d'actifs dédiés pourvus d'un mandat explicite pour investir d'une manière compatible avec les principes de durabilité et les investissements axés sur le climat.

Nous espérons que vous avez pris plaisir à en apprendre davantage sur les tendances de décarbonisation en cours dans la région, et nous sommes impatients de discuter avec vous d'autres régions émergentes dans nos prochains rapports.

Notes aux rédacteurs

- ▶ La taille globale du marché mondial des émissions climatiques, qui s'élève à 1 000 milliards de dollars, comprend les obligations vertes et les instruments de développement durable, selon les données de la CBI au quatrième trimestre 2021.
- ▶ La taille globale du marché des émissions climatiques en Amérique latine, qui s'élève à 45 milliards de dollars, se décompose de la façon suivante :
 - Obligations vertes : 26 milliards de dollars
 - Instruments de développement durable : 2,8 milliards de dollars
 - Financement des énergies renouvelables et du climat (provenant à la fois d'entreprises non latino-américaines et d'entités multilatérales, de prêts verts et d'obligations durables, etc.) : environ 17 milliards de dollars. Note : les données proviennent de plusieurs sources.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONSULTER LE SITE JANUSHENDERSON.COM

Janus Henderson
— INVESTORS —

Informations importantes

Les points de vue présentés s'entendent à la date de publication. Ils sont uniquement destinés à des fins d'information et ne doivent pas être utilisés ou interprétés comme un conseil fiscal, juridique ou d'investissement ou une offre de vente, une sollicitation d'une offre d'achat ou encore une recommandation d'achat, de vente ou de détention d'un titre, d'une stratégie d'investissement ou d'un secteur du marché. Aucune des informations contenues dans ce document n'est réputée constituer une disposition directe ou indirecte de services de gestion d'investissement spécifiques à l'une des exigences des clients. Les opinions et les exemples constituent une illustration des thèmes généraux et n'indiquent pas une intention de négociation, peuvent être modifié(e)s à tout moment et peuvent ne pas refléter les opinions des autres collaborateurs de la société. Le présent document n'est pas destiné à indiquer ou impliquer que l'une des illustrations/l'un des exemples mentionné(e)s est actuellement, ou a été par le passé, détenu(e) au sein de l'un des portefeuilles. Aucune des prévisions ne sont garanties et nous ne garantissons pas que les informations fournies soient exhaustives ou opportunes, ni n'émettons aucune garantie à l'égard des résultats obtenus suite à leur utilisation. Janus Henderson Investors est la source des données, sauf indication contraire, et a des raisons suffisantes de croire que les informations et les données provenant de tiers qu'il utilise sont fiables. **Les performances passées ne préjugent pas des résultats futurs. Investir comprend des risques, dont une éventuelle perte de capital et une fluctuation de valeur.**

Tous les produits ou services ne sont pas disponibles dans toutes les juridictions. Ce document ou les informations qu'il contient peuvent faire l'objet de restrictions légales, ne peuvent être reproduits ou mentionnés sans autorisation écrite expresse ou utilisés dans toute juridiction ou circonstance où leur utilisation serait illégale. Janus Henderson n'est pas responsable de la distribution illégale de ce document à des tiers, dans son intégralité ou en partie. Le contenu de ce document n'a pas été approuvé ou avalisé par l'un des organismes de réglementation.

Janus Henderson Investors est le nom sous lequel les produits et services d'investissement sont fournis par les entités identifiées dans les juridictions suivantes : (a) en **Europe**, par Janus Capital International Limited (immatriculée sous le numéro 3594615), Henderson Global Investors Limited (906355), Henderson Investment Funds Limited (2678531), Henderson Equity Partners Limited (2606646) - (toutes inscrites et immatriculées en Angleterre et au Pays de Galles, dont le siège social est sis 201 Bishopsgate, Londres EC2M 3AE, et réglementées par la Financial Conduct Authority) et Henderson Management S.A. (B22848, sise 2 Rue de Bitbourg, L-1273, Luxembourg et réglementée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier) ; (b) aux **États-Unis**, par des conseillers en investissement enregistrés auprès de la SEC qui sont des filiales de Janus Henderson Group plc ; (c) Au **Canada**, les produits et les services sont offerts par l'intermédiaire de Janus Henderson Investors US LLC uniquement aux investisseurs institutionnels dans certaines juridictions ; (d) à **Singapour**, par Janus Henderson Investors (Singapore) Limited (199700782N). Cette annonce ou publication n'a pas été vérifiée par l'Autorité monétaire de Singapour ; (e) **Hong Kong** par Janus Henderson Investors Hong Kong Limited. Ce document n'a pas été vérifié par la Securities and Futures Commission de Hong Kong ; (f) **Taiwan R.O.C.** par Janus Henderson Investors Taiwan Limited (société indépendante), Suite 45 A-1, Taipei 101 Tower, No. 7, Sec. 5, Xin Yi Road, Taipei (110). Tél : (02) 8101-1001. Licence SICE approuvée numéro 023, délivrée en 2018 par la Commission de surveillance financière ; (g) en **Corée du Sud** ce document est publié par Janus Henderson Investors (Singapore) Limited à l'usage exclusif des investisseurs professionnels qualifiés (tels que définis dans la loi relative aux services d'investissements et aux marchés financiers et dans ses dispositions) ; (h) au **Japon**, par Janus Henderson Investors (Japan) Limited, réglementé par l'Agence des services financiers et enregistré en tant que société d'instruments financiers exerçant des activités de gestion d'investissement, de conseil en investissement et d'intermédiaire et des activités de type II dans le domaine des instruments financiers ; (i) en **Australie** et en **Nouvelle-Zélande**, par Janus Henderson Investors (Australia) Limited (ABN 47 124 279 518) et ses personnes morales liées, notamment Janus Henderson Investors (Australia) Institutional Funds Management Limited (ABN 16 165 119 531, AFSL 444266) et Janus Henderson Investors (Australia) Funds Management Limited (ABN 43 164 177 244, AFSL 444268) ; (j) au **Moyen-Orient**, par Janus Capital International Limited, réglementé par l'Autorité des services financiers de Dubaï en tant que bureau de représentation. Aucune transaction ne sera réalisée au Moyen-Orient et toute demande doit être adressée à Janus Henderson. Les appels téléphoniques sont susceptibles d'être enregistrés pour notre protection mutuelle, pour améliorer notre service client et à des fins de tenue de registre réglementaire.

Janus Henderson, Janus, Henderson, Intech, Knowledge Shared et Knowledge Labs sont des marques déposées de Janus Henderson Group plc ou de l'une de ses filiales. © Janus Henderson Group plc. H049420_1221_FR